

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2015/00710]

9 NOVEMBRE 2015. — Loi portant dispositions diverses Intérieur (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Institutions et Population*

Section 1^{re}. — Modifications de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques

Art. 2. À l'article 1^{er} de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, modifié par la loi du 25 mars 2003, les modifications suivantes sont apportées:

1° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit:

“§ 2. Le Registre national met à la disposition des autorités, organismes et personnes visés à l'article 5 un fichier national.”;

2° l'article est complété par le paragraphe 3 rédigé comme suit:

“§ 3. Ce fichier national poursuit les objectifs suivants:

a) faciliter l'échange d'informations entre les administrations;

b) permettre la mise à jour automatique des fichiers du secteur public en ce qui concerne les informations générales sur les citoyens, dans la mesure où la loi, le décret ou l'ordonnance l'autorise;

c) rationaliser et simplifier la gestion des registres communaux sans préjudice des dispositions du Code civil relatives à la tenue des registres de l'état civil;

d) simplifier les formalités administratives exigées des citoyens, par les autorités publiques;

e) participer à la prévention et à la lutte contre la fraude à l'identité;

f) participer à la fabrication des documents d'identité ou d'autres documents permettant d'établir celle-ci.”.

Art. 3. Dans la même loi, il est inséré un article *2bis* rédigé comme suit:

“Art. *2bis*. Sont mentionnées au Registre national les personnes physiques de nationalité étrangère suivantes:

— les agents diplomatiques des missions diplomatiques établies dans le Royaume;

— les membres du personnel qui jouissent du statut diplomatique des représentations permanentes et des missions auprès des organisations internationales gouvernementales établies dans le Royaume;

— les membres du personnel qui jouissent du statut diplomatique des organisations internationales gouvernementales établies dans le Royaume;

— les fonctionnaires consulaires de carrière, autorisés à exercer leurs fonctions consulaires dans le Royaume;

— les membres du personnel administratif et technique des missions diplomatiques établies dans le Royaume et des représentations permanentes et des missions auprès des organisations internationales gouvernementales établies dans le Royaume;

— les employés consulaires de carrière des postes consulaires établis dans le Royaume;

— les fonctionnaires et membres du personnel des organisations internationales gouvernementales établies dans le Royaume;

— les membres du Parlement européen qui résident dans le Royaume exclusivement en raison de leur mandat;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2015/00710]

9 NOVEMBER 2015. — Wet houdende diverse bepalingen Binnenlandse Zaken (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Instellingen en Bevolking*

Afdeling 1. — Wijzigingen van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen

Art. 2. In artikel 1 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, gewijzigd bij de wet van 25 maart 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

“§ 2. Het Rijksregister stelt een nationaal bestand ter beschikking van de overheden, de instellingen en de personen bedoeld in artikel 5.”;

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidende:

“§ 3. Dit nationale bestand streeft volgende doelstellingen na:

a) de uitwisseling van informatiegegevens tussen administraties vergemakkelijken;

b) de automatische bijwerking van de bestanden van de openbare sector mogelijk maken wat de algemene gegevens over de burgers betreft, voor zover de wet, het decreet of de ordonnantie het toelaten;

c) het beheer van de gemeentelijke registers rationaliseren en vereenvoudigen, onverminderd de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek met betrekking tot het houden van de registers van burgerlijke stand;

d) de administratieve formaliteiten die van burgers door de publieke overheden geëist worden, vereenvoudigen;

e) bijdragen tot de preventie en de bestrijding van identiteitsfraude;

f) deelnemen aan het aanmaken van de identiteitsdocumenten of van andere documenten die de identiteit kunnen aantonen.”.

Art. 3. In dezelfde wet wordt een artikel *2bis* ingevoegd, luidende:

“Art. *2bis*. De volgende natuurlijke personen met buitenlandse nationaliteit worden vermeld in het Rijksregister:

— de diplomatieke ambtenaren van de in het Rijk gevestigde diplomatieke zendingen;

— de personeelsleden die de diplomatieke status genieten van de permanente vertegenwoordigingen en de zendingen bij de in het Rijk gevestigde gouvernementele internationale organisaties;

— de personeelsleden die de diplomatieke status genieten van de in het Rijk gevestigde gouvernementele internationale organisaties;

— de consulaire beroepsambtenaren, die gemachtigd zijn hun consulaire taak in het Rijk uit te oefenen;

— de leden van het administratief en technisch personeel van de in het Rijk gevestigde diplomatieke zendingen en van de permanente vertegenwoordigingen en de zendingen bij de in het Rijk gevestigde gouvernementele internationale organisaties;

— de beroepsconsulaire bedienden van de in het Rijk gevestigde consulaire posten;

— de ambtenaren en personeelsleden van de in het Rijk gevestigde gouvernementele internationale organisaties;

— de leden van het Europees Parlement die uitsluitend om reden van hun mandaat in het Rijk verblijven;

- les fonctionnaires chargés d'une mission officielle dans le Royaume;
- les officiers militaires admis en stage dans le Royaume;

— les membres du personnel de service des missions diplomatiques et des postes consulaires établis dans le Royaume et des représentations permanentes et missions auprès des organisations internationales gouvernementales établies dans le Royaume;

— les membres de la famille à charge des personnes visées ci-dessus, vivant à leur foyer;

— les domestiques privés qui sont occupés exclusivement au service personnel des agents diplomatiques, des personnes qui jouissent du statut diplomatique et des fonctionnaires consulaires de carrière.

Cette mention n'ouvre aucun droit socio-économique.

Un numéro de Registre national est attribué à chaque personne visée à l'alinéa 1^{er}, en application de l'article 2, alinéa 2."

Art. 4. À l'article 3, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 25 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, le 7° est abrogé;

2° dans l'alinéa 1^{er}, le 9°/1 est remplacé par ce qui suit:

"9°/1 les actes et décisions relatifs à la capacité juridique et les décisions d'administration de biens ou de la personne visées à l'article 1249, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire; le nom, le prénom et l'adresse de la personne qui représente ou assiste un mineur, un interdit, un interné ou une personne placée sous statut de minorité prolongée, ou de l'administrateur de biens ou de la personne dont il est fait mention dans la décision visée à l'article 1249, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire."

3° dans l'alinéa 1^{er}, le 17° est remplacé par ce qui suit:

"17° le cas échéant, les coordonnées communiquées uniquement sur une base volontaire par les citoyens, telles que déterminées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres; le Roi détermine également les modalités de communication de ces données aux services du Registre national des personnes physiques et de modification de ces données par le citoyen;"

4° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3:

"Sont également mentionnées au Registre national, à partir de la date déterminée par le Roi, les énonciations des actes d'état civil relatives à l'heure de la naissance et à l'heure du décès."

Art. 5. Dans l'article 4bis de la même loi, inséré par la loi du 15 décembre 2013, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots: ", ainsi que les énonciations visées à l'article 3, alinéa 3."

Art. 6. Dans la même loi, il est inséré un article 4ter, rédigé comme suit:

"Art. 4ter. Le ministre qui a les Affaires étrangères dans ses attributions est responsable de la collecte et de la mise à jour des informations relatives aux personnes visées à l'article 2bis. Il procède également à la radiation dans le Registre national dès la cessation des fonctions ayant justifié la mention au Registre national des personnes visées à l'article 2bis.

Par dérogation à l'article 3, sont uniquement enregistrées et conservées au Registre national, les informations relatives aux personnes visées à l'article 2bis et à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1° à 9° et 13°."

Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, délivre une carte spéciale d'identité aux personnes visées à l'article 2bis et détermine les conditions et modalités de délivrance de cette carte."

Art. 7. Dans l'article 5, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 15 mai 2007, les mots "L'autorisation d'accéder aux informations visées à l'article 3, alinéas 1^{er} et 2, de la présente loi" sont remplacés par les mots "L'autorisation d'accéder aux informations visées à l'article 3, alinéas 1^{er} à 3".

Art. 8. Dans la même loi, il est inséré un article 5bis, rédigé comme suit:

"Art. 5bis. Le comité sectoriel du Registre national visé à l'article 15 autorise l'accès aux données relatives aux personnes visées à l'article 2bis, selon les conditions et modalités prévues à l'article 5, étant entendu, d'une part, que les demandes visées à l'articles 31bis, § 3, de

— de ambtenaren belast met een officiële opdracht in het Rijk;

— de militaire officieren aan wie toestemming is verleend om in het Rijk stage te lopen;

— de leden van het bedienend personeel van de in het Rijk gevestigde diplomatieke zendingen en consulaire posten en van de permanente vertegenwoordigingen en zendingen bij de in het Rijk gevestigde gouvernementele internationale organisaties;

— de inwonende gezinsleden ten laste van de personen hierboven;

— de particuliere bedienden die uitsluitend tewerkgesteld worden in de persoonlijke dienst van de diplomatieke ambtenaren, de personen die de diplomatieke status genieten en de consulaire beroepsambtenaren.

Deze vermelding opent geen socio-economische rechten.

Met toepassing van artikel 2, tweede lid, wordt een Rijksregisternummer toegekend aan elke persoon bedoeld in het eerste lid."

Art. 4. In artikel 3, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 25 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt de bepaling onder 7° opgeheven;

2° in het eerste lid wordt de bepaling onder 9°/1 vervangen als volgt:

"9°/1 de akten en beslissingen betreffende de rechtsbekwaamheid en de beslissingen tot bewind over de goederen of over de persoon bedoeld in artikel 1249, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek; de naam, de voornaam en het adres van de persoon die een minderjarige, een onbekwaam verklaarde, een geïnterneerde of een persoon die onder het statuut van verlengde minderjarigheid geplaatst is, vertegenwoordigt of bijstaat of van de bewindvoerder over de goederen of de persoon van wie melding wordt gemaakt in de in artikel 1249, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek bedoelde beslissing;"

3° in het eerste lid wordt de bepaling onder 17° vervangen als volgt:

"17° in voorkomend geval de contactgegevens van de burgers, die enkel op vrijwillige basis worden meegedeeld, zoals bepaald door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad; de Koning bepaalt eveneens de nadere regels van de mededeling van deze gegevens aan de diensten van het Rijksregister van de natuurlijke personen en de nadere regels van de wijziging van deze gegevens door de burger;"

4° tussen het tweede en het derde lid wordt een lid ingevoegd, luidende:

"Worden eveneens vermeld in het Rijksregister, vanaf de door de Koning bepaalde datum, de vermeldingen van de akten van de burgerlijke stand betreffende het uur van de geboorte en het uur van het overlijden."

Art. 5. In artikel 4bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 december 2013, wordt het eerste lid aangevuld met de woorden: ", alsook de in artikel 3, derde lid, bedoelde vermeldingen."

Art. 6. In dezelfde wet wordt een artikel 4ter ingevoegd, luidende:

"Art.4ter. De minister bevoegd voor Buitenlandse Zaken, is verantwoordelijk voor de verzameling en bijwerking van informatie met betrekking tot de in artikel 2bis bedoelde personen. Hij voert eveneens de schrapping in het Rijksregister uit bij stopzetting van de taken die de vermelding in het Rijksregister rechtvaardigt van personen bedoeld in artikel 2bis.

In afwijking van artikel 3, worden enkel de informatiegegevens met betrekking tot de personen bedoeld in artikel 2bis en in artikel 3, eerste lid, 1° tot 9° en 13° geregistreerd en bewaard door het Rijksregister."

De Koning verstrekt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, een bijzondere identiteitskaart aan de personen bedoeld in artikel 2bis en bepaalt de voorwaarden en nadere regels van de afgifte van deze kaart."

Art. 7. In artikel 5, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 mei 2007, worden de woorden "De machtiging om toegang te hebben tot de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste en tweede lid" vervangen door de woorden "De machtiging om toegang te hebben tot de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste tot derde lid".

Art. 8. In dezelfde wet wordt een artikel 5bis ingevoegd, luidende:

"Art. 5bis. Het in artikel 15 bedoelde sectoraal comité van het Rijksregister machtigt de toegang tot de gegevens met betrekking tot de personen bedoeld in artikel 2bis, overeenkomstig de voorwaarden en nadere regels bedoeld in artikel 5, op voorwaarde, enerzijds, dat de

la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, relatives au traitement ou à la communication des données relatives aux personnes visées à l'article 2bis, seront communiquées au ministre qui a les Affaires étrangères dans ses attributions afin que ce dernier transmette au comité sectoriel du Registre national un avis technique et juridique endéans les quinze jours et, d'autre part, que la décision visée à l'article 5, alinéa 4, sera également envoyée au ministre qui a les Affaires étrangères dans ses attributions."

Section 2. — Modifications de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes des étrangers et aux documents de séjour et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques

Art. 9. À l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes des étrangers et aux documents de séjour et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, modifié en dernier lieu par la loi du 14 juillet 2011, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le 1° est complété par les mots "ainsi que les personnes visées à l'article 2bis de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques";

2° dans le paragraphe 1^{er}, le 1° est complété par un alinéa rédigé comme suit:

"Les personnes qui s'établissent dans un logement dont l'occupation permanente n'est pas autorisée pour des motifs de sécurité, de salubrité, d'urbanisme ou d'aménagement du territoire, tel que constaté par l'instance judiciaire ou administrative habilitée à cet effet, ne peuvent être inscrites qu'à titre provisoire par la commune aux registres de la population. Leur inscription reste provisoire tant que l'instance judiciaire ou administrative habilitée à cet effet n'a pas pris de décision ou de mesure en vue de mettre fin à la situation irrégulière ainsi créée. L'inscription provisoire prend fin dès que les personnes ont quitté le logement ou qu'il a été mis fin à la situation irrégulière.";

3° le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit:

"De même, les détenus, notamment les Belges et les étrangers admis ou autorisés à séjourner plus de trois mois dans le Royaume, qui sont incarcérés dans un établissement pénitentiaire et qui n'ont pas ou n'ont plus de résidence, sont inscrits à l'adresse du centre public d'action sociale de la commune où ils étaient inscrits en dernier lieu au registre de la population. Les détenus, notamment les Belges et les étrangers admis ou autorisés à séjourner plus de trois mois dans le Royaume, qui n'ont jamais été inscrits dans les registres de la population d'une commune, sont inscrits à l'adresse du centre public d'action sociale de la commune où se trouve l'établissement pénitentiaire.".

Art. 10. À l'article 6 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 22 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 2, alinéa 3, le 5° est remplacé par ce qui suit:

"5° les autres mentions, prévues ou autorisées par la loi ainsi que les mentions imposées par la législation européenne";

2° dans le paragraphe 7, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit:

"Lorsque le juge de paix ordonne à l'égard d'une personne physique, parmi les mesures de protection judiciaire concernant la personne ou les biens de celle-ci prises en application de l'article 492/1 du Code civil, l'incapacité de signer ou de s'authentifier au moyen de la carte d'identité électronique, les certificats qualifiés de signature ou d'authentification figurant sur la carte d'identité électronique de la personne concernée sont révoqués.".

Art. 11. Dans l'article 6bis, § 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 25 mars 2003 et modifié par les lois des 15 mai 2007 et 28 avril 2010, le 1° est remplacé par ce qui suit:

"1° pour chaque titulaire: le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques, la photo du titulaire correspondant à celle de la dernière carte ainsi que les photos du titulaire figurant sur les cartes d'identité qui lui ont été délivrées au cours des quinze dernières années, l'image électronique de la signature du titulaire ainsi que l'historique des images électroniques des signatures, la langue

aanvragen bedoeld in artikel 31bis, § 3, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, in verband met de verwerking of de mededeling van de gegevens betreffende de personen bedoeld in artikel 2bis, meegedeeld zullen worden aan de minister bevoegd voor Buitenlandse Zaken opdat die laatste binnen de vijftien dagen een technisch en juridisch advies zou bezorgen aan het sectoraal comité van het Rijksregister en, anderzijds, dat de in artikel 5, vierde lid, bedoelde beslissing eveneens naar de minister bevoegd voor Buitenlandse Zaken gestuurd zal worden."

Afdeling 2. — Wijzigingen van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen

Art. 9. In artikel 1 van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 14 juli 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, wordt de bepaling onder 1° aangevuld met de woorden "evenals de personen bedoeld in artikel 2bis van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen";

2° in paragraaf 1 wordt de bepaling onder 1° aangevuld met een lid, luidende:

"De personen die zich vestigen in een woning waarin permanente bewoning niet is toegelaten om redenen van veiligheid, gezondheid, urbanisme of ruimtelijke ordening, zoals vastgesteld door de daartoe bevoegde gerechtelijke of administratieve instantie, kunnen enkel door de gemeente voorlopig worden ingeschreven in de bevolkingsregisters. Hun inschrijving blijft voorlopig zolang de hiertoe bevoegde gerechtelijke of administratieve instantie geen beslissing of maatregel heeft genomen om een einde te maken aan de aldus geschapen onregelmatige toestand. De voorlopige inschrijving neemt een einde zodra de personen de woning hebben verlaten of een einde wordt gesteld aan de onrechtmatige toestand.";

3° paragraaf 2 wordt aangevuld met een lid, luidende:

"Op dezelfde wijze worden gedetineerden, met name de Belgen en de vreemdelingen die toegelaten of gemachtigd zijn om voor een langere termijn dan drie maanden in het Rijk te verblijven, die zijn opgesloten in een penitentiaire inrichting en geen verblijfplaats hebben of meer hebben, ingeschreven op het adres van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de gemeente waar zij het laatst stonden ingeschreven in het bevolkingsregisters. De gedetineerden, met name de Belgen en de vreemdelingen die toegelaten of gemachtigd zijn om voor een langere termijn dan drie maanden in het Rijk te verblijven, die nooit zijn ingeschreven geweest in de bevolkingsregisters van een gemeente, worden ingeschreven op het adres van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de gemeente waar de penitentiaire inrichting ligt.".

Art. 10. In artikel 6 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 22 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, derde lid, wordt de bepaling onder 5° vervangen als volgt:

"5° de andere vermeldingen die voorzien of toegelaten worden door de wet, alsook de vermeldingen die opgelegd worden door de Europese wetgeving";

2° in paragraaf 7 wordt het derde lid vervangen als volgt:

"Indien de vrederechter jegens een natuurlijke persoon de handtekeningsonbekwaamheid of de onbekwaamheid om zich met behulp van de elektronische identiteitskaart te authenticeren, beveelt als in artikel 492/1 van het Burgerlijk Wetboek bedoelde rechterlijke beschermingsmaatregel betreffende de persoon of de goederen van de persoon, worden de gekwalificeerde handtekenings- of authenticeringscertificaten op de elektronische identiteitskaart van de betrokken persoon ingetrokken.".

Art. 11. In artikel 6bis, § 1, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 25 maart 2003 en gewijzigd bij de wetten van 15 mei 2007 en 28 april 2010, wordt de bepaling onder 1° vervangen als volgt:

"1° voor iedere houder: het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen, de foto van de houder die overeenstemt met de foto van de laatste kaart, alsook de foto's van de houder die voorkomen op de identiteitskaarten die hem gedurende de laatste vijftien jaar werden afgeleverd, het elektronische beeld van de handtekening van de houder, alsook de historiek van de elektronische beelden

demandée pour l'émission de la carte et le numéro d'ordre de la carte. Le Roi fixe la date à partir de laquelle l'historique des photos et l'historique des images électroniques des signatures sont enregistrées et conservées dans le fichier central des cartes d'identité et dans le fichier central des cartes d'étrangers;"

Art. 12. À l'article 8 de la même loi, modifié par la loi du 15 mai 2007, les modifications suivantes sont apportées:

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

"§ 1^{er}. En cas de contestation concernant le lieu de la résidence principale actuelle, le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions détermine ce lieu après avoir fait procéder, au besoin, à une enquête sur place.

Le ministre est saisi de la contestation, par courrier ou par courrier électronique, dans les trente jours calendrier qui suivent la notification de la décision contestée relative à la résidence principale actuelle.

Dans la requête figurent les informations suivantes:

— le nom, le prénom, l'adresse d'inscription dans les registres de la population, la date de naissance et éventuellement, le numéro de Registre national de la personne ou des personnes dont la résidence principale actuelle est contestée;

— une description précise des motifs pour lesquels l'intervention du ministre est demandée;

— une description précise de l'intérêt personnel de la personne dans le cas où l'intervention du ministre est demandée par une autre personne que celle dont la résidence principale actuelle est contestée.

La requête doit être datée et signée sous peine d'irrecevabilité.

Les pièces pertinentes disponibles sont jointes à la requête.

Le ministre peut déléguer les pouvoirs qui lui sont conférés par l'alinéa 1^{er} au fonctionnaire dirigeant du Service Population ou à son délégué.

Si le lieu de son habitation est connu, la personne dont l'inscription aux registres de la population doit être régularisée, et le cas échéant, son représentant légal ainsi que la ou les communes concernées, en sont avisés par envoi recommandé, afin de leur permettre de faire valoir dans les quinze jours de cette notification leurs observations ou moyens de défense éventuels. Ces personnes et le représentant de la ou des communes concernées sont, à leur demande, entendus par le ministre ou, si celui-ci a fait usage de son droit de délégation, par le fonctionnaire délégué pour prendre la décision.

À l'expiration de ce délai, le ministre ou son délégué prend sa décision.

Au cas où cette enquête révèle que la personne concernée a quitté sa dernière adresse connue sans en faire la déclaration et que le lieu où elle s'est établie ne peut être découvert, il est procédé à sa radiation d'office des registres de la population.";

2° l'article est complété par le paragraphe 4 rédigé comme suit:

"§ 4. Le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions n'intervient par contre pas en cas de contestation faisant suite au refus d'une commune d'attribuer une adresse de référence à une personne.".

Section 3. — Modification de la loi du 14 janvier 2013 relative à l'initiative citoyenne au sens du Règlement européen (UE) n° 211/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011

Art. 13. À l'article 3 de la loi du 14 janvier 2013 relative à l'initiative citoyenne au sens du Règlement européen (UE) n° 211/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 2, le 1° est remplacé par ce qui suit:

"1° du nombre suffisant de déclarations de soutien valables;"

2° l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit:

"Le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions délivre aux organisateurs de la proposition le certificat visé à l'article 8, § 2, du Règlement précité, en y indiquant le nombre de déclarations de soutien valables.";

van de handtekeningen, de gevraagde taal voor de uitgifte van de kaart en het volgnummer van de kaart. De Koning bepaalt de datum vanaf wanneer de historiek van de foto's en de historiek van de elektronische beelden van de handtekeningen opgeslagen en bewaard worden in het centrale bestand van de identiteitskaarten en in het centrale bestand van de vreemdelingenkaarten;"

Art. 12. In artikel 8 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 mei 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

"§ 1. In geval van betwisting betreffende de plaats van de huidige hoofdverblijfplaats bepaalt de minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken, deze plaats na, indien nodig, een onderzoek ter plaatse te hebben laten uitvoeren.

De minister wordt binnen de dertig kalenderdagen volgend op de kennisgeving van de betwiste beslissing betreffende de huidige hoofdverblijfplaats gevat door middel van een schrijven of van een elektronisch verzonden schrijven.

In het verzoekschrift worden de volgende gegevens vermeld:

— de naam, de voornaam, het adres van inschrijving in de bevolkingsregisters, de geboortedatum en eventueel het Rijksregisternummer van de persoon of personen van wie de huidige hoofdverblijfplaats wordt betwist;

— een duidelijke beschrijving van de redenen waarom de tussenkomst van de minister wordt gevraagd;

— een duidelijke beschrijving van het persoonlijke belang van de persoon in het geval dat de tussenkomst van de minister wordt gevraagd door een andere persoon dan diegene van wie de huidige hoofdverblijfplaats wordt betwist.

Het verzoekschrift moet worden gedagtekend en ondertekend op straffe van onontvankelijkheid.

De beschikbare relevante stukken worden bij het verzoekschrift gevoegd.

De minister kan de bevoegdheden die hem door het eerste lid worden toegekend, delegeren aan de leidinggevende ambtenaar van de Dienst Bevolking of aan zijn gemachtigde.

Indien de plaats waar hij woont bekend is, worden de persoon van wie de inschrijving in de bevolkingsregisters moet worden geregulariseerd en desgevallend zijn wettelijke vertegenwoordiger, alsook de betrokken gemeente of gemeenten hiervan op de hoogte gebracht bij een aangetekende zending, om hen de mogelijkheid te bieden om binnen de vijftien dagen na deze kennisgeving hun eventuele opmerkingen of verweermiddelen te laten gelden. Deze personen en de vertegenwoordiger van de betrokken gemeente of gemeenten worden, op hun vraag, gehoord door de minister of, indien deze van zijn delegatierecht gebruik gemaakt heeft, door de gemachtigde ambtenaar om de beslissing te nemen.

Wanneer deze termijn verstreken is, neemt de minister of zijn gemachtigde zijn beslissing.

Indien uit dit onderzoek blijkt dat de betrokken persoon zijn laatst bekende adres verlaten heeft zonder dit te hebben aangegeven en dat de plaats waar hij zich gevestigd heeft, niet ontdekt kan worden, wordt overgegaan tot zijn ambtshalve schrapping uit de bevolkingsregisters.";

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidende:

"§ 4. De minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken, komt echter niet tussen in geval van betwisting naar aanleiding van de weigering van een gemeente om een referentieadres aan een persoon toe te kennen.".

Afdeling 3. — Wijziging van de wet van 14 januari 2013 betreffende het burgerinitiatief in de zin van de Europese Verordening (EU) nr. 211/2011 van het Europees Parlement en de Raad van 16 februari 2011

Art. 13. In artikel 3 van de wet van 14 januari 2013 betreffende het burgerinitiatief in de zin van de Europese Verordening (EU) nr. 211/2011 van het Europees Parlement en de Raad van 16 februari 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid, wordt de bepaling onder 1° vervangen als volgt:

"1° dat er voldoende geldige steunbetuigingen zijn";

2° het vierde lid wordt vervangen als volgt:

"De minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken reikt aan de organisatoren van het voorstel, het in artikel 8, § 2, van de voormelde verordening bedoelde certificaat uit, met vermelding van het aantal geldige steunbetuigingen.";

3° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit:

“Dans le cadre des contrôles visés à l'alinéa 2, 2° et 3°, les agents désignés conformément à l'alinéa 1^{er} ont accès aux données visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 4°, 5° et 9°/1 et alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques. L'accès à l'historique des modifications apportées aux données est limité à la date du début de la collecte des déclarations de soutien à une initiative citoyenne.”.

CHAPITRE 3. — Sécurité civile

Section 1^{re}. — Interprétation de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile

Art. 14. L'article 10 de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile est interprété en ce sens que: les modifications qui ont été introduites dans la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile par la loi du 14 janvier 2013 modifiant la loi du 31 décembre 1963 trouvent à s'appliquer depuis leur date d'entrée en vigueur, à savoir le 17 février 2013, aux décisions que les gouverneurs de province ont prises relativement à la répartition définitive des frais admissibles exposés par les communes-centres de groupe depuis le 1^{er} janvier 2006.

Section 2. — Modifications de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile

Art. 15. Dans l'article 6 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, modifié par la loi du 21 décembre 2013, le paragraphe 3 est complété par les mots: “dans les conditions déterminées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.”.

Art. 16. A l'article 17, § 6, de la même loi, modifié par la loi du 21 décembre 2013, les modifications suivantes sont apportées:

1° les 1/1, 1/2 et 1/3 rédigés comme suit sont insérés:

“1/1. article 23;

1/2. article 107;

1/3. article 108;”;

2° le paragraphe est complété par un 3. rédigé comme suit:

“3. article 187.”.

Art. 17. Dans l'article 28 de la même loi, modifié par la loi du 21 décembre 2013, l'alinéa 4 est abrogé.

Art. 18. Dans l'article 29 de la même loi, les mots “du collège des bourgmestre et échevins” sont remplacés par les mots “de bourgmestre”.

Art. 19. Dans l'article 30 de la même loi, les mots “visé à l'article 24, alinéa 2” sont insérés entre les mots “conseiller zonal” et les mots “est introduite”.

Art. 20. À l'article 36, alinéa 3, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots “sans déplacement” sont abrogés;

2° les mots “sur place” sont insérés entre le mot “zonaux” et les mots “dès l'envoi”.

Art. 21. Dans l'article 39, alinéa 1^{er}, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots “voie d'” sont remplacés par les mots “l'une des voies suivantes: l'”;

2° l'alinéa est complété par les mots “ou leur mise en ligne sur le site internet de la zone et sur le site internet des communes de la zone.”.

Art. 22. Dans l'article 42, 1°, de la même loi, les mots “son élection” sont remplacés par les mots “qu'il soit devenu conseiller zonal”.

Art. 23. Dans l'article 47, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots “et au plus tard, en même temps que l'ordre du jour” sont abrogés.

Art. 24. L'article 50 de la même loi est complété par un alinéa rédigé comme suit:

“Le président peut, en outre, dresser procès-verbal à charge du contrevenant, et le renvoyer devant le tribunal de police qui pourra le condamner à une amende d'un à quinze euros ou à une peine d'emprisonnement d'un à trois jours, sans préjudice d'autres poursuites, si le fait y donne lieu.”.

3° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende:

“In het kader van de controles bedoeld in het tweede lid, 2° en 3°, hebben de overeenkomstig het eerste lid aangewezen ambtenaren toegang tot de gegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1°, 2°, 4°, 5° en 9°/1, en tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen. De toegang tot de historiek van de aan de gegevens aangebrachte wijzigingen is beperkt tot de begindatum van de inzameling van de steunbetuigingen voor een burgerinitiatief.”.

HOOFDSTUK 3. — Civiele Veiligheid

Afdeling 1. — Interpretatie van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming

Art. 14. Artikel 10 van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, wordt aldus uitgelegd dat: de wijzigingen die werden ingevoerd in de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming door de wet van 14 januari 2013 tot wijziging van de wet van 31 december 1963 worden toegepast vanaf hun datum van inwerkingtreding, zijnde 17 februari 2013, op de beslissingen die de provinciegouverneurs genomen hebben met betrekking tot de definitieve verdeling van de in aanmerking komende kosten gemaakt door de gemeenten-groepscentra sinds 1 januari 2006.

Afdeling 2. — Wijzigingen van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid

Art. 15. In artikel 6 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid, gewijzigd bij de wet van 21 december 2013, wordt paragraaf 3 aangevuld met de woorden: “onder de voorwaarden bepaald door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.”.

Art. 16. In artikel 17, § 6, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 21 december 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de bepalingen onder 1/1, 1/2 en 1/3 worden ingevoegd, luidende:

“1/1. artikel 23;

1/2. artikel 107;

1/3. artikel 108;”;

2° de paragraaf wordt aangevuld met de bepaling onder 3., luidende:

“3. artikel 187.”.

Art. 17. In artikel 28 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 21 december 2013, wordt het vierde lid opgeheven.

Art. 18. In artikel 29 van dezelfde wet worden de woorden “van lid van het college van burgemeester en schepenen” vervangen door de woorden “van burgemeester”.

Art. 19. In artikel 30 van dezelfde wet worden de woorden “bedoeld in artikel 24, tweede lid,” ingevoegd tussen de woorden “de zoneraad” en de woorden “schriftelijk ingediend”.

Art. 20. In de Franse tekst van artikel 36, derde lid, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “sans déplacement” worden opgeheven;

2° de woorden “sur place” worden ingevoegd tussen het woord “zonaux” en de woorden “dès l'envoi”.

Art. 21. In artikel 39, eerste lid, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “een van de volgende middelen:” worden ingevoegd tussen de woorden “minstens door” en het woord “aanplakking”;

2° het lid wordt aangevuld met de woorden “of de bekendmaking op de website van de zone en op de website van de gemeenten van de zone.”.

Art. 22. In artikel 42, 1°, van dezelfde wet, worden de woorden “zijn verkiezing” vervangen door de woorden “dat hij lid van de zoneraad is geworden”.

Art. 23. In artikel 47, eerste lid, van dezelfde wet, worden de woorden “en uiterlijk samen met de agenda” opgeheven.

Art. 24. Artikel 50 van dezelfde wet wordt aangevuld met een lid, luidende:

“De voorzitter kan bovendien proces-verbaal opmaken tegen de overtreder en hem verwijzen naar de politierechtbank, die hem kan veroordelen tot een geldboete van een euro tot vijftien euro of tot een gevangenisstraf van een dag tot drie dagen, onverminderd andere vervolgingen, indien het feit daartoe grond oplevert.”.

Art. 25. Dans l'article 68, § 4, alinéa 2, de la même loi, modifié par la loi du 19 avril 2014, les mots "la notification du conseil" sont remplacés par les mots "la notification au conseil".

Art. 26. À l'article 90, alinéa 2, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots "voie d'affiches apposées à la diligence du collègue" sont remplacés par les mots "l'une des voies suivantes, à la diligence du collègue: l'affichage ou la mise en ligne sur le site internet";

2° les mots "ou de la mise en ligne" sont insérés entre les mots "l'affichage" et les mots "ne peut".

Art. 27. À l'article 117 de la même loi, modifié par les lois du 3 août 2012 et du 21 décembre 2013, les modifications suivantes sont apportées:

1° le texte actuel de l'alinéa 1^{er} formera le paragraphe 1^{er};

2° dans l'alinéa 2 dont le texte actuel formera le paragraphe 2, les mots "centrale d'achat" sont remplacés par les mots "centrale de marché";

3° l'article est complété par le paragraphe 3 rédigé comme suit:

"§ 3. Des subsides peuvent être octroyés aux prézones et aux zones de secours, dans les limites des lois budgétaires, pour l'achat de matériel ou l'utilisation de licence nécessaire pour l'exécution de leurs missions telles que visées à l'article 11.

Le Roi détermine les conditions et les modalités d'octroi de ces subsides. Ces conditions doivent permettre de vérifier que l'utilisation des subsides est conforme à l'objectif visé à l'alinéa 1^{er}.

Le montant du subside est fixé par le Roi pour chaque prézone et zone, en tenant compte des critères de population et de superficie."

Art. 28. À l'article 124 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, le mot "simultanément" est inséré entre le mot "jours" et les mots "au gouverneur";

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit:

"Concurremment à son envoi au gouverneur, la liste des délibérations est publiée par l'une des voies suivantes: l'affichage au siège social de la zone ainsi que dans chacune des maisons communales des communes de la zone ou la mise en ligne sur le site internet de la zone et sur le site internet des communes de la zone."

Art. 29. Dans l'article 125 de la même loi, les mots "certifiée conforme" sont abrogés.

Art. 30. À l'article 126, § 4, alinéa 1^{er}, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots "de la réception de celle-ci." sont remplacés par les mots "à compter du jour suivant l'expiration du délai de tutelle du gouverneur visé au § 1^{er}";

2° la phrase "Il en informe au préalable le gouverneur et les autorités zonales." est abrogée.

Art. 31. Dans l'article 127 de la même loi, modifié par la loi du 21 décembre 2013, les mots "du personnel opérationnel" sont insérés entre les mots "plan du personnel" et les mots ", au budget".

Art. 32. Dans l'article 129 de la même loi, modifié par la loi du 21 décembre 2013, les mots "du personnel opérationnel" sont insérés entre les mots "plan du personnel" et les mots "de la zone".

Art. 33. Dans l'article 132 de la même loi, modifié par la loi du 21 décembre 2013, les mots "du personnel opérationnel" sont insérés entre les mots "plan du personnel" et les mots ", dans un délai".

Art. 34. Dans l'article 172 de la même loi, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui quit:

"Le procès-verbal est publié pendant au moins dix jours ouvrables soit par voie d'affichage au siège social de la zone concernée ainsi que dans chacune des maisons communales des communes de la zone, soit par la mise en ligne sur le site internet de la zone et sur le site internet des communes de la zone."

Art. 25. In de Franse tekst van artikel 68, § 4, tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 19 april 2014, worden de woorden "la notification du conseil" vervangen door de woorden "la notification au conseil" in de Franstalige versie van de tekst.

Art. 26. In artikel 90, tweede lid, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "middel van aanplakbiljetten die door de zorg van het college worden aangebracht" worden vervangen door de woorden "een van de volgende middelen: aanplakking of de bekendmaking op de website, uitgevoerd door het college";

2° de laatste zin wordt vervangen als volgt: "De aanplakking of de bekendmaking op de website duurt ten minste tien dagen."

Art. 27. In artikel 117 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 3 augustus 2012 en 21 december 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de bestaande tekst van het eerste lid zal paragraaf 1 vormen;

2° in het tweede lid waarvan de bestaande tekst paragraaf 2 zal vormen, wordt het woord "aankoopcentrale" vervangen door het woord "opdrachtcentrale";

3° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidende:

"§ 3. Subsidies kunnen aan de prezones en de hulpverleningszones toegekend worden, binnen de grenzen van de begrotingswetten, voor de aankoop van materieel of het gebruik van een licentie noodzakelijk voor het uitoefenen van hun opdrachten zoals bedoeld in artikel 11.

De Koning bepaalt de voorwaarden en de nadere regels volgens dewelke deze subsidies toegekend worden. Deze voorwaarden moeten toelaten om te verifiëren dat het gebruik van de subsidies overeenstemt met de doelstelling bedoeld in het eerste lid.

Het bedrag van de subsidie wordt door de Koning vastgesteld, voor elke prezone en zone, rekening houdend met de criteria bevolking en oppervlakte."

Art. 28. In artikel 124 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt het woord "simultaan" ingevoegd tussen het woord "omschrijving" en de woorden "aan de gouverneur";

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt:

"Tegelijk met de verzending aan de gouverneur wordt de lijst van de besluiten door één van de volgende middelen bekendgemaakt: aanplakking op de centrale zetel van de zone, alsook in elk gemeentehuis van de gemeenten van de zone of de bekendmaking op de website van de zone en op de website van de gemeenten van de zone."

Art. 29. In artikel 125 van dezelfde wet worden de woorden "voor eensluidend verklaard" opgeheven.

Art. 30. In artikel 126, § 4, eerste lid, van dezelfde wet worden volgende wijzigingen gebracht:

1° de woorden "na ontvangst ervan" worden vervangen door de woorden "te rekenen vanaf de dag die volgt op het verlopen van de toezichtstermijn van de gouverneur bedoeld in paragraaf 1";

2° de zin "Hij brengt voorafgaandelijk de gouverneur en de zoneoverheden hiervan op de hoogte." wordt opgeheven.

Art. 31. In artikel 127 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 21 december 2013, worden de woorden "van het operationeel personeel" ingevoegd tussen de woorden "het personeelsplan" en de woorden ", de begroting".

Art. 32. In artikel 129 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 21 december 2013, worden de woorden "van het operationeel personeel" ingevoegd tussen de woorden "het personeelsplan" en de woorden "van de zone".

Art. 33. In artikel 132 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 21 december 2013, worden de woorden "van het operationeel personeel" ingevoegd tussen de woorden "het personeelsplan" en de woorden "kan de zoneoverheid".

Art. 34. In artikel 172 van dezelfde wet wordt het vierde lid vervangen als volgt:

"Het proces-verbaal wordt gedurende minstens tien werkdagen bekendgemaakt ofwel via aanplakking op de centrale zetel van de betrokken zone alsook in elk gemeentehuis van de gemeenten van de zone, ofwel via de bekendmaking op de website van de zone en op de website van de gemeenten van de zone."

Art. 35. L'article 174 de la même loi, modifié par la loi du 21 décembre 2013, est complété par un alinéa rédigé comme suit:

“En attendant la mise en place de l'inspection générale des services opérationnels de la sécurité civile, l'inspection visée à l'article 9, § 2, de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile exerce les missions prévues au présent titre.”.

Art. 36. L'article 177, alinéa unique, de la même loi est complété par la phrase suivante:

“Les zones de secours peuvent sensibiliser, fournir des avis et exercer des contrôles.”.

Art. 37. À l'article 201, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 21 décembre 2013, les mots “par lequel le Roi constate que les conditions visées à l'article 220 sont remplies pour toutes les zones de secours” sont remplacés par les mots “qui prévoit cette abrogation”.

Art. 38. Dans l'article 215, § 1^{er}, de la même loi, les mots “dans les conditions déterminées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres” sont abrogés.

Art. 39. Dans la même loi, il est inséré un article 219/2 rédigé comme suit:

“Art. 219/2. § 1^{er}. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, dans les limites des lois budgétaires et aux conditions qu'il détermine, octroyer, pendant cinq ans maximum, une dotation spécifique à la zone de secours Hainaut-Centre afin de couvrir intégralement ou partiellement le coût salarial des pompiers du service d'incendie du Supreme Headquarters Allied Powers europe.

Les conditions visées à l'alinéa 1^{er} doivent permettre de vérifier que l'utilisation de la dotation est conforme à l'objectif visé à l'alinéa 1^{er}.”.

Ces conditions sont notamment:

— l'élaboration d'un plan déterminant la manière dont la dotation spécifique sera affectée;

— la remise d'un rapport indiquant l'utilisation de la dotation qui a été faite au terme de la période couverte par la dotation.

§ 2. Les pompiers du service d'incendie du Supreme Headquarters Allied Powers europe peuvent devenir membres du personnel opérationnel de la zone de secours Hainaut-Centre, aux conditions fixées par le Roi. Après le transfert, ils sont soumis au statut applicable aux membres du personnel opérationnel de la zone.”.

Art. 40. Dans l'article 223, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 21 décembre 2013, le mot “sixième” est remplacé par le mot “douzième”.

Section 3. — Modification de la loi du 19 avril 2014 fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail des membres professionnels opérationnels des zones de secours et du Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale et modifiant la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile

Art. 41. L'article 9 de la loi du 19 avril 2014 fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail des membres professionnels opérationnels des zones de secours et du Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale et modifiant la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile est complété par deux alinéas rédigés comme suit:

“Il peut être dérogé à l'alinéa 1^{er} à la condition que des périodes équivalentes de repos compensatoires soient octroyées au cours des quatorze jours qui suivent.

Si des conditions objectives, techniques ou d'organisation de travail le justifient, une période minimale de repos de vingt-quatre heures peut être retenue, à condition que les procédures prévues par la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, en ce compris la procédure de conciliation sociale visée au chapitre IIIquater de la loi précitée, soient respectées.”.

Art. 35. Artikel 174 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 21 december 2013, wordt aangevuld met een lid, luidende:

“In afwachting van de instelling van de algemene inspectie van de operationele diensten van de civiele veiligheid, oefent de inspectie bedoeld in artikel 9, § 2, van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming de in deze titel voorziene opdrachten uit.”.

Art. 36. Artikel 177, enig lid, van dezelfde wet wordt aangevuld met de volgende zin:

“De hulpverleningszones kunnen sensibiliseren, adviseren en controles uitvoeren.”.

Art. 37. In artikel 201, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 21 december 2013, worden de woorden “waarin de Koning vaststelt dat voor alle hulpverleningszones voldaan is aan de voorwaarden zoals bedoeld in artikel 220” vervangen door de woorden “dat deze opheffing voorziet”.

Art. 38. In artikel 215, § 1, van dezelfde wet worden de woorden “onder de voorwaarden bepaald door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad” opgeheven.

Art. 39. In dezelfde wet wordt een artikel 219/2 ingevoegd, luidende:

“Art. 219/2. § 1. De Koning kan, binnen de grenzen van de begrotingswetten en onder de door Hem bepaalde voorwaarden, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, een specifieke dotatie toekennen aan de hulpverleningszone Hainaut-Centre om de loonkosten volledig of gedeeltelijk te dekken van de brandweerlieden van de brandweerdienst van de Supreme Headquarters Allied Powers europe, tijdens vijf jaren maximum.

De in het eerste lid bedoelde voorwaarden moeten toelaten om te verifiëren dat het gebruik van de dotatie overeenstemt met de in het eerste lid bedoelde doelstelling.

Deze voorwaarden zijn met name:

— het opstellen van een plan waarin vastgesteld wordt hoe de specifieke dotatie gebruikt zal worden;

— het indienen van een verslag dat aangeeft hoe de dotatie gebruikt werd aan het einde van de door de dotatie gedekte periode.

§ 2. De brandweerlieden van de brandweerdienst van de Supreme Headquarters Allied Powers europe kunnen lid worden van het operationeel personeel van de hulpverleningszone Hainaut-Centre, onder de door de Koning bepaalde voorwaarden. Na de overdracht zijn zij onderworpen aan het statuut dat van toepassing is op de leden van het operationeel personeel van de zone.”.

Art. 40. In artikel 223, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 21 december 2013, wordt het woord “zesde” vervangen door het woord “twaalfde”.

Afdeling 3. — Wijziging van de wet van 19 april 2014 tot vaststelling van bepaalde aspecten van de arbeidstijd van de operationele beroepsleden van de hulpverleningszones en van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp en tot wijziging van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid

Art. 41. Artikel 9 van de wet van 19 april 2014 tot vaststelling van bepaalde aspecten van de arbeidstijd van de operationele beroepsleden van de hulpverleningszones en van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp en tot wijziging van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid wordt aangevuld met twee leden, luidende:

“Van het eerste lid kan worden afgeweken op voorwaarde dat gelijkwaardige periodes van inhaalrust toegekend worden in de loop van de veertien volgende dagen.

Indien objectieve, technische of arbeidsorganisatorische omstandigheden dit rechtvaardigen, kan voor een minimumrusttijd van vierentwintig uren worden gekozen, mits het volgen van de procedures bepaald in de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, met inbegrip van de procedure van sociale bemiddeling bedoeld in hoofdstuk IIIquater van voormelde wet.”.

Section 4. — Modification de la loi du 18 septembre 1986 instituant le congé politique pour les membres du personnel des services publics

Art. 42. L'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 18 septembre 1986 instituant le congé politique pour les membres du personnel des services publics, modifié par la loi du 4 février 2003, est complété par un 9^o, rédigé comme suit:

"9^o des zones de secours, à l'exception des pompiers volontaires et des ambulanciers volontaires non-pompiers, visés à l'article 103, 2^o et 4^o de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile."

CHAPITRE 4. — Sécurité et Prévention

Section 1^{re}. — Modifications de la loi de 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances

Art. 43. Dans l'article 4 de la loi de 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances, les deuxième et troisième phrases, commençant par les mots "Il peut, de même," et finissant par les mots "fixé par le Roi", sont abrogées.

Art. 44. Dans l'article 5, alinéa 3, de la même loi, modifié par la loi du 15 mai 2007, les mots "ont, en tout temps, libre accès aux établissements visés à l'article 2" sont remplacés par le texte suivant:

"peuvent effectuer des contrôles relatifs à la sécurité incendie de constructions et ont à cet effet libre accès aux constructions ou parties de constructions accessibles au public ainsi qu'aux constructions abandonnées, non entretenues. Ils n'ont accès aux constructions ou parties de constructions non accessibles au public que s'ils disposent d'indications concrètes montrant que la sécurité publique est sérieusement menacée ou s'ils ont obtenu l'autorisation de la personne mandatée pour autoriser l'accès ou de la personne ayant réellement la jouissance des lieux et dont la protection de la vie privée ou le respect du domicile risquent d'être menacés."

Art. 45. À l'article 11 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1^o l'alinéa 1^{er} est complété par les mots "ou en raison de l'absence de conclusion de l'assurance visée au chapitre II";

2^o l'alinéa 2 est complété par les mots "et que les obligations en matière d'assurance prévues au chapitre II ont été accomplies".

Section 2. — Modification de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales

Art. 46. L'article 21, § 4, de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, remplacé par la loi du 21 décembre 2013, est complété par un alinéa rédigé comme suit:

"Les membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er}, 4^o, doivent répondre aux conditions minimales de sélection, de recrutement et de formation déterminées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres."

Section 3. — Modifications de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière

Art. 47. À l'article 13.18, de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière, inséré par la loi du 16 janvier 2013, les modifications suivantes sont apportées:

1^o dans le deuxième tiret de l'alinéa 4, les mots "— article 4bis, § 1^{er}, alinéas 2 et 3" sont remplacés par les mots "— article 4bis, § 1^{er}, alinéas 1 à 4";

2^o un tiret rédigé comme suit est inséré entre le douzième et le treizième tiret de l'alinéa 4:

"— article 19, § 5, alinéa 5";

3^o l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit:

"Lors de l'exécution de la mission de gardiennage, le propriétaire enregistré ou l'exploitant laisse uniquement monter à bord du navire les membres du personnel de l'entreprise de sécurité maritime dont il a été constaté au préalable qu'ils sont détenteurs d'une carte d'identification telle que visée à l'article 8, § 3, alinéa 1^{er}."

Afdeling 4. — Wijziging van de wet van 18 september 1986 tot instelling van het politiek verlof voor de personeelsleden van de overheidsdiensten

Art. 42. Artikel 1, § 1, van de wet van 18 september 1986 tot instelling van het politiek verlof voor de personeelsleden van de overheidsdiensten, gewijzigd bij de wet van 4 februari 2003, wordt aangevuld met de bepaling onder 9^o, luidende:

"9^o de hulpverleningszones, met uitzondering van de vrijwillige brandweerlieden en de vrijwillige ambulanciers die geen brandweerman zijn, bedoeld in artikel 103, 2^o en 4^o van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid."

Hoofdstuk 4. — Veiligheid en Preventie

Afdeling 1. — Wijzigingen van de wet van 30 juli 1979 betreffende de preventie van brand en ontploffing en betreffende de verplichte verzekering van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid in dergelijke gevallen

Art. 43. In artikel 4 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de preventie van brand en ontploffing en betreffende de verplichte verzekering van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid in dergelijke gevallen, worden de tweede zin en derde zin, die aanvangt met de woorden "Hij kan eveneens" en eindigt met de woorden "vastgestelde termijn", opgeheven.

Art. 44. In artikel 5, derde lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 mei 2007, worden de woorden "hebben te allen tijde toegang tot de in artikel 2 bedoelde inrichtingen" vervangen door de volgende tekst:

"kunnen controles aangaande de brandveiligheid van constructies uitvoeren en hebben hiertoe de toegang tot de constructies of onderdelen van constructies die voor het publiek toegankelijk zijn alsook de verlaten, niet onderhouden constructies. Zij hebben slechts toegang tot constructies die niet voor het publiek toegankelijk zijn of tot de onderdelen ervan wanneer zij ofwel concrete aanwijzingen hebben dat de openbare veiligheid ernstig in het gedrang komt ofwel toestemming hebben verkregen van de persoon die gemachtigd is om toegang te verlenen ofwel van de persoon die het werkelijk genot heeft van de plaats en wiens bescherming van het privéleven of eerbied voor de woning in het gedrang dreigen te komen."

Art. 45. In artikel 11 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o het eerste lid wordt aangevuld met de woorden "of wegens het niet afsluiten van de verzekering bedoeld in hoofdstuk II";

2^o het tweede lid wordt aangevuld met de woorden "en de verplichting inzake de verzekering bepaald in hoofdstuk II in orde gebracht werden".

Afdeling 2. — Wijziging van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties

Art. 46. Artikel 21, § 4, van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, vervangen bij de wet van 21 december 2013, wordt aangevuld met een lid, luidende:

"De in het eerste lid, 4^o, bedoelde personeelsleden moeten voldoen aan de door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, vastgelegde minimumvoorwaarden inzake selectie, aanwerving en opleiding."

Afdeling 3. — Wijzigingen van de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid

Art. 47. In artikel 13.18 van de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid, ingevoegd bij de wet van 16 januari 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in het tweede gedachtestreepje van het vierde lid worden de woorden "— artikel 4bis, § 1, tweede en derde lid" vervangen door de woorden "— artikel 4bis, § 1, eerste tot en met vierde lid";

2^o tussen het twaalfde en het dertiende gedachtestreepje van het vierde lid wordt een gedachtestreepje ingevoegd, luidende:

"— artikel 19, § 5, vijfde lid";

3^o het artikel wordt aangevuld met een lid luidende:

"Bij het uitvoeren van de bewakingsopdracht laat de geregistreerde eigenaar of exploitant uitsluitend de personeelsleden van de maritieme veiligheidsonderneming aan boord van het schip komen waarvan voorafgaandelijk werd vastgesteld dat zij in het bezit zijn van een identificatiekaart zoals bedoeld in artikel 8, § 3, eerste lid."

Art. 48. Dans l'article 13.19 de la même loi, inséré par la loi du 16 janvier 2013, les mots "ou de renouvellement" sont insérés entre les mots "La demande d'autorisation visée à l'article 13.18" et les mots "est introduite par l'entreprise de sécurité maritime".

Art. 49. À l'article 13.20 de la même loi, inséré par la loi du 16 janvier 2013, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er}, 5°, le *a*) est remplacé par ce qui suit:

"*a*) ont légalement exercé pendant au moins deux ans au total, même avec interruption, des activités de manière armée de surveillance et de protection à bord de navires et sont toujours autorisés à le faire selon la législation qui leur est applicable;"

2° dans le paragraphe 1, 5°, le *b*) est remplacé par ce qui suit:

"*b*) sont en possession d'un certificat d'aptitude valable couvrant la section A-VI/1, deuxième paragraphe, points 1.1. "techniques individuelles de survie" et 1.3. "premiers secours élémentaires" du Code de formation des gens de mer de délivrance des brevets et de veille (Code STCW), délivré en vertu de la législation concernée d'un État membre de l'Union européenne;"

3° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots "deux mois" sont remplacés par les mots "six mois".

4° dans le paragraphe 2, alinéa 2, le mot "deux" est remplacé par le mot "trois".

Art. 50. Dans l'article 13.22 de la même loi, inséré par la loi du 16 janvier 2013, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit:

"La surveillance et la protection à bord des navires se font toujours de manière armée. À cet effet, les agents sont équipés, selon les règles déterminées par le Roi, d'armes à feu non automatiques ou semi-automatiques d'un calibre maximal.50."

Art. 51. À l'article 13.32 de la même loi, inséré par la loi du 16 janvier 2013, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots "à l'adresse de l'entreprise, telle que mentionnée dans l'arrêté royal d'autorisation" sont remplacés par les mots "à l'adresse de son siège social";

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit:

"En cas d'incident tel que visé à l'article 13.31, le propriétaire ou l'exploitant enregistré conserve également les documents visés dans et en exécution du présent chapitre ainsi que les images enregistrées à l'adresse de son siège social, et ce conformément aux dispositions de l'alinéa 1^{er}."

Art. 52. Dans l'article 17, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 13 janvier 2014, les mots "alinéa 6" sont remplacés par les mots "alinéa 7".

Art. 53. L'article 22 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 29 mars 2012, est complété par le paragraphe 13 rédigé suit:

"§ 13. La durée de validité des autorisations d'entreprise de sécurité maritime délivrées avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe est portée à trois ans à dater de leur prise d'effet."

Section 4. — Modifications de la loi du 16 janvier 2013 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la piraterie maritime

Art. 54. À l'article 6 de la loi du 16 janvier 2013 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la piraterie maritime, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le 9°, la deuxième phrase commençant par les mots "En cas d'" et finissant par les mots "Service public fédéral Intérieur" est abrogée;

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit:

"Les données visées à l'alinéa 1^{er}, 9°, sont transmises au service compétent du Service public fédéral Intérieur au plus tard deux jours ouvrables avant le début du voyage. En cas d'impossibilité motivée de transmettre les données précitées dans le délai prescrit, celles-ci sont transmises avant le début du voyage."

CHAPITRE 5. — *Modifications de la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires*

Art. 55. Dans le tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, la rubrique 13-1 – Fonds de l'objection de conscience est abrogée.

Art. 48. In artikel 13.19 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 16 januari 2013, worden de woorden "of de vernieuwing" ingevoegd tussen de woorden "de bij artikel 13.18 bedoelde vergunning" en de woorden "wordt door de maritieme veiligheidsonderneming ingediend".

Art. 49. In artikel 13.20 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 16 januari 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, 5°, wordt de bepaling onder *a*) vervangen als volgt:

"*a*) gedurende een totale duur van ten minste twee jaar, zelfs indien niet aaneensluitend, op wettige wijze gewapend activiteiten hebben uitgeoefend inzake bewaking en bescherming aan boord van schepen en nog steeds toegelaten zijn om dat te doen volgens de wetgeving die op hen van toepassing is;"

2° in paragraaf 1, 5°, wordt de bepaling onder *b*) vervangen als volgt:

"*b*) in het bezit zijn van een geldig bewijs van bekwaamheid inzake sectie A-VI/1, tweede lid, punten 1.1. "persoonlijke overlevingstechnieken" en 1.3. "elementaire eerste hulp" van de Code inzake opleiding, diplomering en wachtdienst voor zeevarenden (STCW-Code), afgegeven krachtens de desbetreffende wetgeving van een lidstaat van de Europese Unie;"

3° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "twee maanden" vervangen door de woorden "zes maanden".

4° in paragraaf 2, tweede lid, wordt het woord "twee" vervangen door het woord "drie".

Art. 50. In artikel 13.22 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 16 januari 2013, wordt het tweede lid vervangen als volgt:

"Het toezicht en de bescherming aan boord van schepen gebeuren altijd op een gewapende wijze. Hiertoe worden de agenten, volgens de door de Koning te bepalen nadere regels, uitgerust met niet-automatische of half-automatische vuurwapens van maximum kaliber.50."

Art. 51. In artikel 13.32 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 16 januari 2013, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "op het adres van de onderneming, zoals vermeld in het koninklijk besluit tot vergunning" worden vervangen door de woorden "op het adres van haar maatschappelijke zetel";

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende:

"In geval van incident zoals bedoeld in artikel 13.31 bewaart de geregistreerde eigenaar of exploitant eveneens de documenten bedoeld in en in uitvoering van dit hoofdstuk alsmede de opgenomen beelden op het adres van zijn maatschappelijke zetel en dit op de wijze zoals voorzien in het eerste lid."

Art. 52. In artikel 17, eerste lid, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 13 januari 2014, worden de woorden "zesde lid" vervangen door de woorden "zevende lid".

Art. 53. Artikel 22 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 29 maart 2012, wordt aangevuld met een paragraaf 13, luidende:

"§ 13. De geldigheidsduur van de vergunningen als maritieme veiligheidsonderneming die voor de inwerkingtreding van deze paragraaf zijn verleend, wordt verlengd tot drie jaar te rekenen vanaf de datum waarop ze ingaan."

Afdeling 4. — Wijzigingen van de wet van 16 januari 2013 houdende diverse maatregelen betreffende de strijd tegen maritieme piraterij

Art. 54. In artikel 6 van de wet van 16 januari 2013 houdende diverse maatregelen betreffende de strijd tegen maritieme piraterij worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de bepaling onder 9° wordt de tweede zin die aanvangt met de woorden "In geval van" en eindigt met de woorden "Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken" opgeheven;

2° het artikel wordt aangevuld met een tweede lid, luidend:

"De gegevens bedoeld in het eerste lid, 9°, worden aan de bevoegde dienst van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken overgezonden ten laatste twee werkdagen voor de aanvang van de reis. In geval van met redenen omklede onmogelijkheid om voornoemde gegevens binnen de gestelde termijn over te zenden, worden de gegevens voor de aanvang van de reis overgezonden."

HOOFDSTUK 5. — *Wijzigingen van de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen*

Art. 55. In de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 tot oprichting van begrotingsfondsen wordt rubriek 13-1 – Fonds voor de gewetensbezwaren opgeheven.

Art. 56. À la rubrique 13 – 15 – Fonds européen fédéral pour l'Asile et la Migration et pour la Sécurité intérieure – Programmation 2014-2020, du même tableau, insérée par la loi du 10 avril 2014 modifiant, en vue de transposer partiellement la directive 2011/85/UE, la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral et contenant des dispositions diverses en matière de fonds budgétaires, les modifications suivantes sont apportées:

1° sous le titre "Nature des recettes affectées", le premier tiret est complété par les mots "ou par une subvention directe de la Commission européenne";

2° sous le titre "Nature des dépenses autorisées", les mots "Préfinancement des" sont abrogés et les mots ", ou par une subvention directe de la Commission européenne," sont insérés entre le mot "européenne" et le mot "pour".

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 9 novembre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,
J. JAMBON

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—
Note

(1) Chambre des représentants
(www.lachambre.be)
Documents : 54 1298
Compte rendu intégral : 22/10/2015.

Art. 56. In rubriek 13-15 – Federaal Europees Fonds voor Asiel en Migratie en Interne Veiligheid – Programmatie 2014-2020 van dezelfde tabel, ingevoegd bij de wet van 10 april 2014 tot wijziging, met het oog op de gedeeltelijke omzetting van de richtlijn 2011/85/EU, van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de Federale Staat en houdende diverse bepalingen betreffende de begrotingsfondsen worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° onder de titel "Aard van de toegewezen ontvangsten", in het eerste streepje, worden de woorden "of via rechtstreekse betoelaging door de Europese Commissie" ingevoegd tussen het woord "programmatie" en het woord "uitgevoerde";

2° onder de titel "Aard van de toegestane uitgaven", in het eerste streepje, worden de woorden "prefinanciering van" opgeheven en worden de woorden "of via rechtstreekse betoelaging door de Europese Commissie" ingevoegd tussen het woord "programmatie" en het woord "voor".

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 9 november 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,
J. JAMBON

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers
(www.dekamer.be)
Stukken : 54 1298
Integraal verslag 22/10/2015.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2015/09566]

23 NOVEMBRE 2015. — Loi relative
à l'entrée en vigueur de dispositions diverses
en matière de justice (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modification de la loi du 18 février 2014 relative à l'introduction d'une gestion autonome pour l'organisation judiciaire*

Art. 2. Dans l'article 45 de la loi du 18 février 2014 relative à l'introduction d'une gestion autonome pour l'organisation judiciaire, le chiffre "2015" est remplacé par le chiffre "2016".

CHAPITRE 3. — *Modifications de la législation relative aux cadres temporaires dans les cours d'appel et les parquets généraux*

Section 1^{re}. — Modifications de la loi du 29 novembre 2001 fixant un cadre temporaire de conseillers en vue de résorber l'arriéré judiciaire dans les cours d'appel

Art. 3. Dans l'article 2 de la loi du 29 novembre 2001 fixant un cadre temporaire de conseillers en vue de résorber l'arriéré judiciaire dans les cours d'appel, modifié en dernier lieu par la loi du 25 avril 2014, les mots "de quatorze ans" sont remplacés par les mots "de seize ans".

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2015/09566]

23 NOVEMBER 2015. — Wet met betrekking
tot de inwerkingtreding van diverse bepalingen
betreffende justitie (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijziging van de wet van 18 februari 2014 betreffende de invoering van een verzelfstandigd beheer voor de rechterlijke organisatie*

Art. 2. In artikel 45 van de wet van 18 februari 2014 betreffende de invoering van een verzelfstandigd beheer voor de rechterlijke organisatie wordt het cijfer "2015" vervangen door het cijfer "2016".

HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingen van de wetgeving betreffende de tijdelijke personeelsformaties van de hoven van beroep en van de parketten-generaal*

Afdeling 1. — Wijzigingen van de wet van 29 november 2001 tot vaststelling van een tijdelijke personeelsformatie van raadsheren teneinde de gerechtelijke achterstand bij de hoven van beroep weg te werken

Art. 3. In artikel 2 van de wet van 29 november 2001 tot vaststelling van een tijdelijke personeelsformatie van raadsheren teneinde de gerechtelijke achterstand bij de hoven van beroep weg te werken, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 25 april 2014, worden de woorden "van veertien jaar" vervangen door de woorden "van zestien jaar".